L'État contre les Juifs

Une approche réductrice de l'antisémitisme de Vichy

compte rendu Alain Michel, historien et rabbin franco-israélien (Jérusalem)

<http://www.herodote.net/articles/article.php?ID=1754>

19 novembre 2018 : depuis une trentaine d'années, personne ne met en doute la responsabilité de l'État français (1940-1944) dans l'arrestation et la déportation des Juifs. Elle a été démontrée en particulier par les historiens Serge Klarsfeld et Robert Paxton.

Mais elle réclame d'être nuancée. C'est ce à quoi s'attelle une autre école historique à laquelle appartient Alain Michel, historien et rabbin franco-israélien (Jérusalem), auteur de Vichy et la Shoah. Celle-là montre plus précisément que Vichy a fait des choix nationaux pour protéger les citoyens français d'origine juive au détriment des Juifs étrangers.

La publication par l'historien Laurent Joly de L'État contre les Juifs (Grasset, septembre 2018) offre ci-après à Alain Michel l'occasion de rappeler que l'Histoire est plus complexe que l'on croit, même et surtout dans un domaine comme celui de la Shoah en France...

Alain Michel : Laurent Joly a, sans conteste, l'étoffe d'un vrai historien. Non seulement parce qu'il a déjà réalisé une production prolifique, mais aussi parce qu'il a accumulé depuis une quinzaine d'années une connaissance très fine de la question de l'antisémitisme et de la Shoah en France dans les années trente et quarante. Il n'est pas un historien en chambre, qui se contente de s'appuyer sur les travaux de ses collègues, mais effectue un véritable travail de recherche dans de nombreux fonds d'archives.

Il faut certes dépasser certaines fanfaronnades qui commencent par des titres d'ouvrages grandiloquents, et se poursuivent par des affirmations autoproclamées : non, le livre que nous avons sous les yeux n'est pas l'étude globale sur le sujet de « Vichy et les Juifs » que l'on attendait depuis trente ans, ne serait-ce que par la manière négligente dont certains aspects sont traités : ainsi en est-il des rafles de province en zone nord en juillet 1942, ou même des grandes arrestations de zone sud le mois suivant. Il existe également un grand absent (sauf, un petit peu, dans le chapitre consacré à la connaissance de la Shoah) : les Juifs, qui ne sont entraperçus qu'à travers les yeux de leurs persécuteurs, comme s'ils n'avaient eu finalement qu'un rôle : celui de subir les attaques dont ils furent victimes.

En revanche, certains aspects sont en grande partie neufs et viennent contribuer à une meilleure connaissance de certains points sur lesquels peu de chercheurs s'étaient jusqu'à présent penchés : ainsi en est-il de l'étude très fine qu'il présente sur les forces de police qui ont contribué à la rafle du « Vél d'hiv », ou sur son étude sur l'épuration, même si, comme c'est normal, on peut avoir parfois certaines réserves sur telle ou telle affirmation.

Malheureusement, comme le Dr Jekyll, l'historien Joly dissimule aussi un « mister Hyde » ! On peut le saisir immédiatement lorsque l'on compare deux phrases contradictoires de l'ouvrage, la première phrase de l'introduction et la première de la conclusion. « Pourquoi, dès l'été 1940, le régime du maréchal Pétain a-t-il impulsé une politique antisémite ? » est-il écrit à la page 4 [1]. Par contre, p. 126, on trouve : « À l'automne 1940, le régime de Vichy décide d'engager une politique ouvertement antisémite, à l'instar de l'Allemagne nazie et de ses voisins européens ayant édicté des lois raciales depuis la fin des années 1930 (l'Italie de Mussolini, la Hongrie d'Horthy ou la Roumanie d'Antonescu). »

Été 1940 ou automne ? La différence paraît anecdotique, mais elle est en réalité abyssale : il s'agit de deux approches totalement opposées dans leurs méthodes et dans leurs conclusions qui se profilent derrière la contradiction entre ces deux phrases. La première phrase de la conclusion est rédigée par le Dr Jekyll, alias l'historien Laurent Joly : elle reflète la réalité historique telle qu'elle a été affirmée pendant près de quarante années après la Libération par nombres d'historiens, et a été poursuivie par un certain nombre d'entre eux jusqu'aujourd'hui, à savoir que les mesures antisémites ne débutent qu'avec le statut des Juifs du 3 octobre [2]. Cependant, la transformation en lois antisémites de lois xénophobes décidées par Vichy dès juillet 1940, telles qu'affirmées dans son introduction par Mr Hyde, alias le « fidèle » Laurent Joly, correspond à une approche idéologique qui s'est imposée dans les années 1980, et que nous appellerons par commodité l'approche klarsfeldo-paxtonnienne. Joly explique dès la page 5 la grille de lecture de ces deux piliers de l'histoire des années 1980, dans laquelle il s'inscrit : « La grille d'analyse est, pour l'essentiel, la même : le choix de la collaboration par Vichy, sa volonté d'inscrire la France dans une Europe durablement dominée par le Troisième Reich expliquent fondamentalement ce qui se passe. » On reconnaît là l'approche paxtonnienne : le but de Vichy a été de changer les fondamentaux de la France en s'appuyant sur une collaboration volontaire avec les occupants. Il s'agit d'une approche qui privilégie l'analyse idéologique par rapport à la complexité des faits, et transforme le champ de l'historien en un prétoire de tribunal dans lequel le jugement a été rendu avant l'ouverture des débats.

Avant de continuer plus loin, rappelons au moins deux points fondamentaux sur lesquels il existe un consensus entre ces deux approches : oui, l'État français du Maréchal Pétain a été antisémite. Oui, son administration a contribué à l'arrestation et à la livraison aux nazis d'une partie des victimes. La question se pose au niveau du pourquoi et du comment.

Pour Mister Hyde-Laurent Joly, suivant fidèlement Paxton, Vichy est automatiquement coupable, coupable d'avoir eu une volonté d'éliminer tous les Juifs de France et d'avoir ainsi renforcé sa collaboration avec les nazis en participant au crime pour bénéficier d'avantages en échange.

Pour prouver ces affirmations, Joly utilise les mêmes techniques que Paxton dans l'utilisation des sources. Car effectivement, si au niveau de la quantité, l'ouvrage de Joly a toutes les apparences d'un ouvrage scientifique (un quart de l'ouvrage, 57 pages, présentent les 659 notes de référence), le problème se trouve en fait dans la qualité de ces sources, dans les choix de ce qui est dit ou non, et même dans la manière dont les faits sont présentés. Nous voudrions en prendre quelques exemples :

Citations tronquées et sorties de leurs contextes

Laurent Joly utilise ainsi deux fois dans son texte une citation de Joseph Billig : « La collaboration n'était nullement une politique de sauvetage » [3], et le lecteur comprend que Billig, grand historien de la Shoah de 1950 à 1980, refuse cette idée que Vichy ait eu la volonté de sauver certains Juifs. Or en réalité, Billig dans ce passage cité par Joly s'intéresse à la collaboration en général, et non à la question juive. Plus que cela, quelques pages plus haut Billig remarque que « Le gouvernement [français lors de la rafle de 1942] consentit à fournir les forces nécessaires afin d'éviter que les Allemands ne s'emparent de n'importe qui parmi les Juifs [4] » et il poursuit en écrivant : « Cependant cette participation au crime qui assura sa réussite s'accompagna d'une réaction salutaire de Laval, qui a permis de « limiter les dégâts ».

Joly qui semble comparer Billig à Paxton aurait dû lire également ce que le même Billig écrivait p 323 : « L'histoire de la « solution finale de la question juive » dans l'État français est de nature à déconcerter celui qui cherche des voies simples pour définir le sens d'une politique et les caractères de ses dirigeants et agents responsables. (...) Il y a suffisamment de matières dans nos trois volumes pour appuyer des jugements contradictoires. L'aspect antiallemand et patriotique ou même antiraciste de certains actes franchement ou astucieusement opposés à l'occupant nazi, voisine avec celui d'actes témoignant d'un asservissement, souvent intéressé, aux entreprises meurtrières de l'ennemi ».

On le voit, la complexité historique perçue par Billig est fort éloignée de la doxa paxtonnienne, et de son imitation par Joly. Billig reste certes un auteur qui condamne l'attitude de Vichy, mais qui sait souligner les nuances de son action.

Entre doxa classique et recherches inédites

Très souvent, nous assistons à ce qui semble être un combat intérieur de l'auteur entre volonté du renouveau des regards apportés par le chercheur et maintien de la fidélité à la ligne Klarsfeldo-paxtonnienne. Cela peut se constater aussi bien au niveau macro qu'au niveau micro du contenu de l'ouvrage. Donnons-en rapidement un exemple.

Joly insiste plusieurs fois avec justesse sur la nécessité de remettre au cœur du récit l'importance de la présence allemande qui a souvent été trop gommée, y compris dans le discours des politiques.

Cependant, dans sa description de l'adoption du Statut des Juifs, malgré des apports originaux intéressants, le fait que la décision allemande de mettre en place de premières mesures en septembre 1940 ai donné un coup d'accélérateur à la volonté vichyste de mettre en place de son côté un statut pour les Juifs est à peine évoqué (p. 19), et aucune réflexion véritable n'est entamée par suite de ce constat. Le fait que des documents du ministère des Affaires étrangères montrent qu'on avait envisagé de protester auprès des autorités occupantes comme alternative au statut semble pourtant prouver que la politique allemande en zone nord n'a pas joué un rôle mineur dans les événements qui précèdent le 3 octobre 1940.

Des tableaux simplificateurs et trompeurs

Laurent Joly a eu la bonne idée de résumer par moment les questions qu'il traite sous la forme de tableaux, ce qui ne peut que faciliter la compréhension des lecteurs. Cependant, la manière dont on construit le tableau peut en même temps déformer les faits, notamment dans le cas où les a priori sont tellement ancrés.

Pages 23 et 24, Laurent Joly présente ainsi un tableau de comparaison entre les politiques de Vichy, au sud, et celles des Allemands dans la zone nord, dont le but est clair : montrer la proximité, voir la redondance de ces politiques. On regrettera tout d'abord le fait qu'il n'y a pas véritablement comparaison, puisque ces deux politiques ne sont pas examinées en parallèles, comme on aurait pu s'y attendre, mais bizarrement l'une après l'autre, ce qui ôte beaucoup d'intérêt au tableau.

De plus on ne comprend pas toujours la pertinence de certains choix : pourquoi privilégier certaines mesures de Vichy par rapport à d'autres, sur quels critères le choix est-il fait ? De plus, lorsque l'on va voir la réalité des faits, les comparaisons entre zones nord et sud semblent bien plus compliquées que la simple juxtaposition qui est réalisée.

Ainsi, la loi du 4 octobre 1940 autorisant l'internement des Juifs étrangers n'est utilisée au départ qu'en zone sud (« libre »), et effectivement, à la demande des Allemands, elle est étendue en mai 1941 en zone nord (« occupée »), à travers la rafle du billet vert. Mais c'est la seule fois où les Allemands vont l'utiliser, puisqu'à partir de l'invasion de l'URSS un mois plus tard, ils s'affranchissent de ce « cadre légal vichyssois » pour faire reposer désormais les arrestations de Juifs sur le prétexte de la sécurité de l'armée allemande.

On aurait aimé comprendre pourquoi Vichy n'a pas cherché dès octobre 1940 à étendre cette loi à la zone nord, et pourquoi les Allemands l'ont si vite abandonnée. Dans ce même tableau, la mise en place (sur l'exigence des Allemands) de l'UGIF (l'organisme unique et obligatoire pour les Juifs) est présentée comme si rien n'avait différencié l'UGIF zone nord et l'UGIF zone sud. Or, contrairement aux demandes de Dannecker (l'envoyé d'Eichmann à Paris), Xavier Vallat, le Commissaire général aux questions juives, a autorisé les associations juives à se reconstituer de fait à l'intérieur de l'UGIF, leur maintenant une relative autonomie de fonctionnement.

Ceci aura une conséquence extrêmement importante après le déclenchement des rafles en été 1942, lorsque ces associations (comme l'OSE ou les EIF) profiteront de leur vitrine officielle à l'UGIF pour mettre en place des organismes clandestins de sauvetage. La chose sera beaucoup plus compliquée à Paris, du fait du contrôle très étroit de l'UGIF par les autorités allemandes. De nombreux autres points pourraient être mis en avant dans ces différences entre Français et Allemands, et une véritable analyse historique aurait permis à Joly d'aller plus loin dans la compréhension des responsabilités entre antisémites de Vichy et antijuifs extrêmes nazis.

Une confiance excessive dans les archives allemandes

Depuis les années 1970, et le premier ouvrage de Paxton, les archives allemandes sont toujours considérées comme fiables, et même parfois suffisantes, pour avoir une vue historique « objective » sur les événements de l'Occupation. Il s'agit bien entendu d'une très grande exagération, car il n'existe pas de documents et de sources qui n'exigent une analyse et une critique.

Laurent Joly semble s'être lui aussi inscrit dans cette vue naïve, dans laquelle lorsqu'il existe des contradictions entre source française et allemande, la seconde est toujours privilégiée. Cela influe, bien entendu, sur sa vision des événements, également par l'ignorance d'autres documents qui ne sont pas utilisés, puisqu'ils sont français. On regrette ainsi qu'il n'ait pas cherché à utiliser les rapports de la délégation française à Wiesbaden, où siégeait la commission d'armistice allemande, bien que plusieurs historiens aient commencé à s'intéresser à ce matériel, parfois surprenant.

Prenons un exemple. Si Vichy s'inscrit tellement dans la collaboration volontaire, cherchant à se servir du problème juif pour « gagner des points » auprès de l'occupant (selon l'interprétation klarsfeldo-paxtonnienne), comment expliquer que les délégués français à Wiesbaden protestent à quatre reprises contre la confiscation des postes de radio des Juifs en zone nord, alors qu'il est difficile d'y voir un intérêt français de premier plan. Page 48, dans les traces des pas de Klarsfeld et Paxton, Joly cite les deux sources, de mai et de juin 1942, qui semblent accuser René Bousquet d'avoir froidement et rapidement accepté de livrer des Juifs étrangers de zone sud aux allemands. Or, ces deux sources sont très problématiques : la première, liée à la rencontre Bousquet-Heydrich du 6 mai 1942, a été rédigée uniquement en septembre 1942, et une analyse sérieuse du contenu de ce document montre très rapidement les incohérences par rapport à la situation qui prévalait quatre mois plus tôt.

Quant à la réunion du 16 juin 1942, dont nous n'avons pas non plus le compte-rendu, Bousquet nie quelques jours plus tard avoir accepté la déportation de dix mille Juifs de zone sud, au risque de créer une tension entre lui et les chefs de la Sipo-SD, sans que l'on comprenne qu'elle aurait été son intérêt d'accuser les chefs nazis de Paris de mentir à son propos, risquant de les irriter alors que, d'après Joly, il est en train d'accepter totalement leurs exigences.

Des statistiques problématiques

Contrairement à Paxton, Joly n'hésite pas à utiliser les statistiques comme moyen, légitime, de faire des bilans. Mais le problème des statistiques est qu'elles dépendent des questions que l'on pose et de la manière dont on les organise. Ainsi, pour tenter de prouver que Vichy n'a pas sauvé les Juifs

français, dans le tableau bilan des arrestations et déportations, au lieu de mesurer le nombre des Juifs étrangers par rapport aux Juifs français, il mesure le nombre de Juifs nés en France, sous prétexte qu'il s'agit de la définition légale de qui est citoyen français à l'époque.

On voit immédiatement le problème : si une grande partie de ces Juifs nés en France ont été déportés, c'est justement parce que Vichy a décidé, dans le cadre des accords passés avec la Sipo-SD, de considérer les enfants de Juifs étrangers comme des étrangers eux-mêmes. On peut et l'on doit condamner cette attitude du gouvernement français de l'époque, mais cela ne change rien au fait que dans la perspective de la déportation, qui se trouve quand même au centre de ce livre, ces enfants ont été déportés car vus comme étrangers par les autorités, et que pour réaliser une statistique historique (et non une statistique humanitaire) on comprendra que ce tableau aurait dû inclure parmi les Juifs français ceux qui, dans la définition de Vichy, étaient considérés comme citoyens.

De même, le tableau consacré à la comparaison entre la France de Vichy et des pays alliés de l'Allemagne du type de la Roumanie ou de la Hongrie est extrêmement problématique (p. 134-135). Tout d'abord, l'Italie est difficilement comparable à la France (les déportations ne commencent que tardivement, lorsque le régime est devenu à la fois fantôme et extrême et qu'une partie du territoire est déjà libéré). Quant aux autres pays, dont la France, ce qui les caractérise est la distinction qu'ils font entre Juifs citoyens et Juifs étrangers.

La statistique des tableaux n'a donc en gros aucun intérêt, puisqu'elle ne met pas en relief ce qui est au centre de la comparaison nécessaire. Prenons l'exemple de la Roumanie et de la Bulgarie. Dans ce premier pays, environ 45 % des Juifs ont été assassinés, directement par les autorités roumaines elles-mêmes. Mais ces « 45 % » sont à 90 % des Juifs étrangers, ou considérés comme tels par les Roumains. Inversement, les plus de 50 % non-victimes de la Shoah sont à 90 % des Juifs du centre historique de la Roumanie, considérés comme citoyens roumains. Le cas de la Bulgarie est encore plus criant : pourcentage des Juifs citoyens bulgares protégés pendant la Shoah : près de 100 %. Pourcentage des Juifs étrangers (livrés à la place des Juifs bulgares, une situation proche de celle de la France) : 75 %. Certes, dans le texte, Joly aborde un peu ce phénomène de l'antisémitisme xénophobe. Mais il gomme son impact en ne l'incluant pas dans la statistique, dont on peut penser que c'est elle que les lecteurs retiendront.

Quid de la Shoah en Europe ?

Prenons comme dernier exemple la manière dont Joly utilise le concept de Shoah dans son livre. Depuis plusieurs années, notamment en Israël et aux Etats-Unis, l'idée que la décision globale de la solution finale pour tous les Juifs d'Europe ait été prise en décembre 1941, en vue de la conférence de Wannsee, a été largement remise en cause.

En France, celui qui a le mieux travaillé sur cette question est Florent Brayard, dans son livre de 2012 : *Auschwitz, histoire d'un complot nazi*. Il montre entre autres que Wannsee a beaucoup moins d'importance que ce qu'on lui a accordé, et que la décision d'éliminer les Juifs de l'Est et ceux de l'Ouest a correspondu à deux phases différentes (octobre 1941 pour les premiers, printemps 1942 pour les seconds), cette dernière décision ayant d'ailleurs été beaucoup plus secrète que la première. L'expression « Solution finale » n'a donc pas le même sens suivant le lieu et le moment où elle est utilisée.

Pour Joly, les mesures de l'hiver et du printemps 1942 s'intègrent dans le cadre de la Solution finale alors que son application en France n'est pas envisagée par les dirigeants nazis de Berlin avant juin 1942. On a du mal à comprendre pourquoi Joly écrit p. 42 qu'en janvier 1942 « [qu']en somme, Vichy définit sa politique antisémite en ignorant (ou en feignant d'ignorer) le « but recherché » par les nazis. » Vichy ne feint rien du tout, au début de l'année 1942, il n'y a aucune possibilité pour le gouvernement français de comprendre une politique qui de fait n'existe pas encore réellement, à savoir l'élimination physique des Juifs occidentaux.

Une des conséquences de ces problèmes de regard sur l'évolution de la Shoah se retrouve dans un « scoop » historique rapporté par Joly dans le chapitre consacré à la connaissance de la Shoah (p. 93). Il cite le cas du Commissaire Sadosky, qui le 25 avril 1942, alors qu'il est à Berlin, aurait appris par des agents de la Gestapo que tous les Juifs allemands envoyés dans le Gouvernement Général étaient systématiquement exterminés. Il n'y a qu'un problème : à cette date, aucun déporté des nombreux convois de Juifs allemands qui ont quitté l'Allemagne ou l'Autriche pour être relogés dans les ghettos à l'est n'a été massacré [5] ! C'est le 12 mai suivant, près de Minsk, que pour la première fois un convoi qui était parti d'Allemagne le 6 fut entièrement massacré à son arrivée. Même les meilleurs témoignages peuvent se montrer problématiques si on ne prend pas le soin de vérifier leurs contextes.

Je m'arrête ici, bien que j'aie relevé encore de nombreux exemples d'imprécisions, d'erreurs ou d'interprétations incertaines. En même temps, je le réprécise : il y a vraiment des passages fort intéressants dans ce livre. Mais il ressemble à un arbre dont l'aspect extérieur semble encore résistant, mais dont toute une partie de la structure interne a été détruite par un parasite. Pour s'en apercevoir, il faut prendre le temps de faire ce que j'ai tenté, vérifier chaque point, et ses bases. Pourquoi donc un chercheur doué se laisse-t-il ainsi piéger par une approche qui a montré déjà ses limites et ses fourvoiements ?

Peut-être la réponse se trouve-t-elle dans le fait que Laurent Joly a fait ses études, secondaires puis universitaires, à un moment où triomphaient les approches de Klarsfeld et de Paxton, et que cette victoire paraissait donner les clés du succès aussi bien contre les négationnistes que contre la montée de l'extrême droite. Fidéliser sa pensée et ses regards autour de cette école historique permettait, et permet encore, de se trouver dans le « bon camp » politique et éthique, au prix d'arrangements avec les réalités de l'histoire. Le jour où Laurent Joly saura prendre son indépendance véritable de chercheur, de s'attacher aux faits avant de les interpréter, alors il aura sans doute la possibilité de devenir un grand historien de cette période.

La réponse de Laurent Joly

<https://www.herodote.net/articles/article.php?ID=1756>

19 novembre 2018 : Herodote.net étant plus particulièrement destiné aux enseignants, je ne voudrais pas que ceux-ci soient induits en erreur par ce qu'Alain Michel écrit au sujet de mon livre L'État contre les juifs (Grasset, 2018). Son compte rendu, rédigé sur un ton courtois (avec quelques nuances ravissantes de paternalisme), comporte malgré tout plusieurs erreurs et contresens que je suis obligé de rectifier...

Des sources tronquées ?

Le plus inadmissible dans l'analyse d'Alain Michel est la section intitulée « Citations tronquées et sorties de leurs contextes ». Cet intertitre est choquant. Reprocher à un historien de tronquer ses sources est une accusation grave. On ne peut pas la lancer à la légèreté. Or, non seulement Michel ne se réfère qu'à un seul exemple, mais en plus celui-ci n'est absolument pas probant.

Je ferais, assure-t-il, un usage tronqué des analyses de Joseph Billig, le premier grand historien de la persécution des juifs sous Vichy, et de sa phrase : « La Collaboration n'était nullement une politique de sauvetage[1]. » Alain Michel écrit : « en réalité, Billig dans ce passage cité par Joly s'intéresse à la collaboration en général, et non à la question juive ». C'est inexact. Billig parle bien de la « question juive », dont le traitement par Vichy caractérise selon lui la politique de « collaboration en général ». Pour le lecteur de bonne foi, il ne peut y avoir de doute sur le sens de cette phrase forte. La remarque d'Alain Michel est donc parfaitement infondée – et étrange.

Notre collègue poursuit :

« Joly qui semble comparer Billig à Paxton aurait dû lire également ce que le même Billig écrivait p 323 : « L'histoire de la « solution finale de la question juive » dans l'État français est de nature à déconcerter celui qui cherche des voies simples pour définir le sens d'une politique et les caractères de ses dirigeants et agents responsables. (...) Il y a suffisamment de matières dans nos trois volumes pour appuyer des jugements contradictoires. L'aspect antiallemand et patriotique ou même antiraciste de certains actes franchement ou astucieusement opposés à l'occupant nazi, voisine avec celui d'actes témoignant d'un asservissement, souvent intéressé, aux entreprises meurtrières de l'ennemi ».

« On le voit, la complexité historique perçue par Billig est fort éloignée de la doxa paxtonnienne, et de son imitation par Joly. Billig reste certes un auteur qui condamne l'attitude de Vichy, mais qui sait souligner les nuances de son action. »

C'est l'histoire de l'arroseur arrosé. Car si Michel a bien lu le début de la page 323, il aurait dû lire également la suite. Après avoir évoqué les « traits contradictoires » de la politique antijuive de Vichy, Joseph Billig écrit :

« Cependant ces tendances divergentes qui, considérées séparément, semblaient signifier l'absence d'un sens unique dans l'évolution de la politique antijuive en France à l'époque nazie, s'organisaient, devant les yeux du chercheur, en un ensemble cohérent. C'est que tous les moments de l'action antijuive qui pourraient plaider en faveur soit du patriotisme, soit aussi des tendances projuives ou antiracistes des personnages vichyssois, ne jouaient dans les événements qu'un rôle subsidiaire. Leur intensité atteignait parfois un degré tel que l'opposant provoquait un éclat et disparaissait de la scène, cédant la place à un autre plus approprié. Mais il ne disparaissait qu'après s'être mis utilement au service de l'œuvre nazie dans les limites où il lui était possible de le faire et il ne manquait pas de s'engager à l'approche de ses limites au-delà de ce qu'il éprouvait lui-même comme admissible. »

Ce passage est un subtil résumé du piège de la collaboration (on pense à Vallat ou à Bousquet cédant respectivement la place à Darquier et Darnand). Tout historien sérieux de Vichy partagera la nuance de l'analyse et la fermeté des conclusions. Dans mon livre (p. 112, 114-115), j'écris ainsi, dans un sens voisin :

« L'étude attentive de la politique de Vichy face à la déportation des juifs et à la pression nazie en la matière, de l'été 1942 à l'été 1944, permet d'identifier les ressorts principaux de cette politique, laquelle, pour reprendre la formule de Joseph Billig, n'était « nullement une politique de sauvetage » ou, plus exactement, ne l'était qu'accessoirement. [...] Redisons-le, la collaboration est bien le principal ressort de la politique Laval-Bousquet de 1942. Vient ensuite l'antisémitisme xénophobe, si répandu à Vichy, sans lequel les juifs apatrides n'auraient pu être si facilement livrés aux nazis. La volonté de l'État français de protéger ses nationaux, ou plus précisément les plus « enracinés » parmi eux, dans un contexte de pression redoutable, n'est pas niable. Mais elle n'est qu'un ressort subsidiaire, et à bien des égards la justification des deux autres. »

Alain Michel est-il en désaccord avec cette analyse, qui prolonge celle de Joseph Billig ? Et pourquoi tient-il tant à dissocier le grand historien du CDJC de ce qu'il appelle « la doxa paxtonnienne » ?

La réponse se trouve dans le livre qu'il a publié en 2012, Vichy et la Shoah, où il tente de réhabiliter la thèse du Vichy « moindre mal », qui aurait livré les juifs apatrides aux Allemands afin de « sauver » les français. Obsédé par Paxton, Michel semble gêné par Billig. Si dix ans avant La France de Vichy de Robert Paxton, vingt ans avant Vichy et les Juifs de Marrus et Paxton, et vingt-cinq ans avant Vichy-Auschwitz de Serge Klarsfeld, le premier historien à avoir travaillé sur les archives proposait un cadre interprétatif et des analyses similaires, c'est tout le mythe de la « la doxa paxtonnienne » qui s'effondre...

La petite manipulation à laquelle s'est livré Alain Michel à propos de ma citation de Joseph Billig n'a sans doute pas d'autre explication.

Une « imitation de Paxton » ?

À lire le compte rendu de notre collègue de Jérusalem, le lecteur n'est pas en mesure de comprendre l'interprétation que je propose des origines du statut des juifs d'octobre 1940. Et il n'est pas non plus en mesure de comprendre en quoi cette analyse diverge de celle, classique, de Robert Paxton, d'un statut « autonome », pure application des mots d'ordre de l'antisémitisme. La contradiction relevée par Alain Michel entre l'été 1940 et l'automne 1940 est à cet égard véritablement énigmatique.

Les choses sont pourtant expliquées simplement dans mon livre. Dès juillet 1940, Vichy envisage d'adopter des mesures contre les juifs. Mais les tenants du « statut » (dont j'explique précisément la genèse doctrinale, notamment depuis Maurras, son grand théoricien en 1911) sont minoritaires. En outre, le gouvernement craint une réaction de l'opinion. Il préfère donc s'en prendre aux juifs via des mesures générales visant les naturalisés. Courant septembre, Vichy est informé d'un projet d'ordonnance antijuive en zone occupée, le projet de statut est réactivé plus vite qu'on ne le pensait et le dossier est repris en mains par le ministre de l'Intérieur Marcel Peyrouton, type même du technocrate opportuniste rallié au nouveau régime et à la politique de collaboration. Un statut des juifs est édicté, sur le modèle des lois raciales européennes.

Le reproche que me fait Alain Michel n'a donc pas de sens : « Pour Mister Hyde-Laurent Joly, suivant fidèlement Paxton, Vichy est automatiquement coupable, coupable d'avoir eu une volonté d'éliminer tous les Juifs de France et d'avoir ainsi renforcé sa collaboration avec les nazis en participant au crime pour bénéficier d'avantages en échange. » Que signifie vouloir « éliminer tous les Juifs de France » ? Aucun historien n'écrit cela. En quoi mon analyse suit-elle « fidèlement » celle de Paxton ? Je m'en distingue, sur la genèse du statut des juifs et sur plusieurs autres points. Le lecteur qui lira mon livre s'en rendra compte.

Le sort des enfants : des statistiques problématiques ?

Alain Michel a raison de souligner que l'historien est toujours le produit de son époque. C'est une évidence. Ce qu'il écrit est lié aux préoccupations de son temps, à son itinéraire personnel, son statut, sa nationalité, bref tout ce qui fait qu'on est ce qu'on est. Âgé de vingt ans au moment du procès Papon, marqué par la logique judiciaire de l'historiographie qui prévalait à l'époque, je suis en effet le produit d'une époque « où triomphaient les approches de Klarsfeld et de Paxton ». Mais ce succès de Klarsfeld et Paxton n'est-il pas celui de la vérité historique quant au caractère criminel de la politique Laval-Bousquet de l'été 1942 ? Cela me paraît incontestable. Cela ne l'est pas pour Alain Michel, qui ergote sur les statistiques.

Voici ce qu'il écrit :

« Ainsi, pour tenter de prouver que Vichy n'a pas sauvé les Juifs français, dans le tableau bilan des arrestations et déportations, au lieu de mesurer le nombre des Juifs étrangers par rapport aux Juifs français, il mesure le nombre de Juifs nés en France, sous prétexte qu'il s'agit de la définition légale de qui est citoyen français à l'époque.

« On voit immédiatement le problème : si une grande partie de ces Juifs nés en France ont été déportés, c'est justement parce que Vichy a décidé, dans le cadre des accords passés avec la Sipo-SD, de considérer les enfants de Juifs étrangers comme des étrangers eux-mêmes. On peut et l'on doit condamner cette attitude du gouvernement français de l'époque, mais cela ne change rien au fait que dans la perspective de la déportation, qui se trouve quand même au centre de ce livre, ces enfants ont été déportés car vus comme étrangers par les autorités, et que pour réaliser une statistique historique (et non une statistique humanitaire) on comprendra que ce tableau aurait dû inclure parmi les Juifs français ceux qui, dans la définition de Vichy, étaient considérés comme citoyens. »

Alain Michel n'a rien compris ou ne veut pas comprendre. Si je me limite aux juifs nés en France dans mes statistiques (qui, de fait, sous-évaluent la proportion de juifs français), c'est parce que – je l'explique clairement pourtant – je n'ai que ce critère à ma disposition pour tenter d'évaluer, dans le temps, la répartition entre étrangers et Français parmi les déportés (de 10,5 % nés en France pour les convois partis entre le 27 mars et la mi-juillet 1942 à 47 % pour la période allant de juillet 1943 à août 1944). Ce résultat est, je pense, un apport important de mon étude.

Surtout, dans la lignée de son ouvrage Vichy et la Shoah, Michel persiste à penser que ces enfants, étant considérés comme étrangers par les autorités, ne devraient pas être classés par l'historien parmi les citoyens français ! Que Vichy ait considéré comme étrangers des enfants nés en France, français à titre définitif en vertu de la loi de 1927, scolarisés, etc., et n'ait rien fait pour les protéger, eux et leurs parents, est justement au cœur du problème : le refus délibéré de Vichy d'adopter, face à la pression nazie, une position fondée sur le droit et les conventions internationales. Parler de « statistique humanitaire » est donc particulièrement stupide et choquant.

Conclusion

Le compte rendu d'Alain Michel comprend d'autres erreurs et approximations. Notamment sur la Shoah (bien sûr, par exemple, que le rapport Sadosky d'avril 1942 évoque l'intention exterminatrice d'Hitler non sa présente réalisation). Mais il comporte aussi des critiques utiles dont je le remercie. Il y a des questions que j'aurais pu approfondir, comme la question de l'UGIF (je le ferai dans une prochaine étude, centrée sur la vie des juifs face à la traque entre 1942 et 1944). Notre collègue a raison aussi d'inviter à lire les archives avec prudence. Les archives allemandes, notamment, ne sont pas l'évangile.

À ce propos, je conclurai sur un dernier exemple, qui illustre mon désaccord profond avec l'approche d'Alain Michel (et explique la vivacité de certaines de mes réponses), c'est le cas Bousquet. Je veux bien admettre que les témoignages relatifs aux rencontres du chef de la police de Vichy avec Heydrich (6 mai 1942) et Oberg (16 juin 1942) doivent être lus avec précaution. Mais il y a tout le contexte, la continuité avec la politique Darlan-Pucheu (la volonté gouvernementale de se débarrasser des juifs apatrides de zone libre) et surtout ce qui se passe après (l'accord du 2 juillet 1942, les télégrammes impérieux d'août 1942 aux préfets de zone sud). Bref, l'interprétation klarsfeldo-paxtonienne, pour parler comme Michel, est la plus probable.

Vichy, avec Laval et Bousquet, approuvés par le maréchal Pétain, a commis le pire à l'été 1942. En huit semaines, le tiers du total des juifs déportés ont été arrêtés (26 000 juifs), soit davantage que durant les treize derniers mois de l'Occupation ! À la fin de l'année 1942, près de 42 000 juifs ont été déportés de France, alors que l'objectif initial des nazis était de 40 000. C'est cela le crime injustifiable de Vichy, et plus précisément de Laval et Bousquet.

Que Vichy ait refusé de déporter les juifs français « enracinés » dans le pays, il n'était pas possible qu'il en aille autrement. L'opinion ne l'aurait jamais accepté, les Allemands, comme Vichy, le savaient. En outre, malgré la politique dilatoire de 1943-1944, plus de 24 000 juifs français ont été déportés au total. C'est beaucoup pour une politique de sauvetage ou de « moindre mal » - Laurent Joly